

## ARRÊTE N° 2022\_A166

REGLEMENTANT LA MISE EN PLACE DE PANNEAUX « STOP »

DANS LA RUE DU GENERAL DE GAULLE

Le Maire de MERY-SUR-SEINE

**Vu** le code général des collectivités territoriales et ses articles L 2212-1 et suivants ;

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2213-1 ;

**Vu** le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-7, R 411-8, R 411-25, R 415-6 ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 3<sup>ème</sup> partie - intersections et régime de priorité – approuvée par l'arrêté interministériel du 24 juillet 1974 modifié et 7<sup>ème</sup> partie - marques sur chaussées - approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié ;

**Vu** l'intérêt général ;

**Considérant** la vitesse excessive des véhicules de la rue du Général de Gaulle et l'insécurité aux intersections de la rue du Général de Gaulle et la rue Pierre Labonde d'une part, et de la rue du Général de Gaulle et la rue du Jumelage d'autre part,

**Considérant** qu'il y a lieu d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique pour sortir de la rue Pierre Labonde et la rue du Jumelage,

**Considérant** qu'il convient de prévenir les accidents de la circulation aux intersections de la rue du Général de Gaulle et la rue Pierre Labonde d'une part, et de la rue du Général de Gaulle et la rue du Jumelage d'autre part,

### ARRÊTE

**ARTICLE 1** - Au carrefour de la **rue du Général de Gaulle et de la rue Pierre Labonde** situé sur la commune de MERY SUR SEINE, la circulation est réglementée comme suit :

Instauration d'un « Stop » : Les usagers circulant sur la rue du Général de Gaulle devront marquer un temps d'arrêt et céder la priorité aux véhicules circulant sur la rue Pierre Labonde considérée comme voie prioritaire.

Suppression du « Céder le passage » : Les usagers circulant sur la rue Pierre Labonde ne devront plus céder la priorité aux véhicules circulant sur la rue du Général de Gaulle.

**ARTICLE 2** - Au carrefour de la **rue du Général de Gaulle et de la rue du Jumelage** situé sur la commune de MERY SUR SEINE, la circulation est réglementée comme suit :

Installation d'un « Stop » : Les usagers circulant sur la rue du Général de Gaulle devront marquer un temps d'arrêt et céder la priorité aux véhicules circulant sur la rue du Jumelage considérée comme voie prioritaire.

Maintien du « Céder le passage » : Les usagers circulant sur la rue du Jumelage devront céder la priorité aux véhicules circulant sur la rue Maurice Parez.

**ARTICLE 3** - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - 3ème partie - intersections et régime de priorité et 7ème partie- marques sur chaussées- sera mise en place par la commune.

**ARTICLE 4** - Les dispositions définies par l'article 1<sup>er</sup> prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

**ARTICLE 5** - Toutes les dispositions antérieures au présent arrêté et relatives aux intersections mentionnées ci-dessus, sont rapportées.

**ARTICLE 6** – Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Méry-sur-Seine sera en charge du contrôle et de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7** - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 8** - Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément à l'article R421-5 du code de justice administrative. Il peut être saisi via l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARTICLE 9** - Le présent arrêté sera adressé à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Méry-sur-Seine.

MÉRY-SUR-SEINE, le 05 octobre 2022

Le Maire  
Carmen LABILLE

Affiché le : 05 octobre 2022

Acte non soumis à l'obligation de transmission  
au Représentant de l'État

